

L'austérité ça suffit !

OUI à un service public de qualité !!!

Personne aujourd'hui ne conteste la dégradation de la situation sociale dans notre pays avec plus de cinq millions de chômeurs, une augmentation de la précarité, six millions de familles qui survivent grâce aux minima sociaux, 23% de jeunes et 10% des retraités vivant sous le seuil de pauvreté.

Dans ce contexte de paupérisation accentuée, le service public devrait être le bien commun de ceux qui n'ont rien en assurant la redistribution des richesses et la cohésion sociale.

Or, alors que la plupart des services sont d'ores et déjà exsangues, le gouvernement persiste et signe dans la mise en oeuvre de réformes, de plans pluriannuels de suppressions d'emplois et de baisse des dotations budgétaires qui rendent impossible l'exercice de l'ensemble des missions publiques.

Les dernières réformes annoncées (réforme des collèges, réorganisation territoriale, plan santé Touraine...), si elles sont mises en oeuvre, vont avoir de nouveaux et graves impacts négatifs sur le service public rendu aux citoyens et aggraver encore les conditions de travail des personnels.

Ces attaques, dictées par le pacte de responsabilité et la baisse des dépenses publiques, remettent clairement en cause l'existence même du SERVICE PUBLIC

- **la réforme territoriale**, menée à marche forcée, avec ses 13 grandes régions, va creuser davantage le fossé des inégalités entre citoyens et entraîner des droits différents.

Par cette réforme, l'Etat organise une nouvelle dégradation des services publics en transférant des missions à des collectivités qui n'auront pas les moyens de les gérer et avec des conséquences notables pour les agents.

Les Régions (également les métropoles) se voient doter de nombreux pouvoirs au détriment des autres collectivités notamment les départements..

Au détriment de la qualité du service public rendu, la réforme territoriale initiée par le gouvernement se traduira par de multiples fermetures de services accentuant éloignées des services publics des citoyen-nes .

Ensemble nous revendiquons :

L'arrêt de la réforme territoriale de l'État et des collectivités et l'implantation de services publics de pleine compétence et de proximité sur l'ensemble du territoire national, y compris en Outre-Mer, garants de la cohésion sociale.

- **la loi santé** dite "Touraine" qui vient d'être votée, aggrave la loi Bachelot en renforçant les pouvoirs des Agences Régionales de Santé. Combinée avec les mesures du plan triennal de 3 milliards d'économies et d'un plan social de 22 000 suppressions de postes , cette loi va accélérer la fermeture de dizaines de milliers de lits et d'hôpitaux publics.

L'hôpital public est pourtant l'épine dorsale de notre système de santé. Il doit être conforté sur l'ensemble du territoire, ce qui impose d'abandonner la Loi « santé » de Mme Touraine.

Ensemble, nous revendiquons :

Un service public hospitalier de qualité assurant l'accès aux soins pour tous sur l'ensemble du territoire.

- **la réforme des collèges** dite « collège 2016 » n'est que la dernière étape en date d'une politique qui ne varie pas de gouvernement en gouvernement. L'objectif est de généraliser l'autonomie libérale, imposer la concurrence entre toutes et tous, de ré-duire l'égalité sur le territoire et de refuser de donner les moyens nécessaires à la réussite des élèves.

Cette réforme, comme celles des lycées, de l'éducation prioritaire et des rythmes scolaires, dégrade les conditions de travail des personnels et impose une Ecole de plus en plus inégalitaire.

Ensemble, nous revendiquons :

L'abrogation de la réforme du collège, mais aussi de celles des lycées et des rythmes scolaires et l'ouverture d'une concertation pour une autre Ecole émancipatrice et égalitaire.

La politique d'austérité est aussi une attaque frontale vis à vis des fonctionnaires

Dans la Fonction Publique comme dans le secteur privé, la politique d'austérité et de casse des acquis sociaux, s'attaque aux salariés de la Fonction Publique :

Attaque du statut,

gel du point d'indice depuis 2010,

diminution des promotions et des primes,

suppressions massives d'emplois,

multiplication des emplois précaires,

restructurations permanentes,

coupes claires dans les budgets de fonctionnement,

dégradation des conditions de vie au travail...

La coupe est pleine ! Ensemble disons stop !!!

Alors que le salaire des fonctionnaires diminue à nouveau au mois de janvier 2016, suite à l'augmentation des cotisations retraites, la Loi de Finances 2016 vient entériner, à ce stade, le gel de la valeur du point d'indice et renforcer les effets les plus néfastes du Protocole PPCR.

S'il en était besoin, les déclarations de la ministre de la Fonction publique la semaine dernière qui, au nom du gouvernement, «n'exclut pas une possibilité du dégel du point d'indice» en précisant que «ce ne sera sans doute pas à la hauteur de ce que demandent les syndicats» confirment que le rendez-vous salarial de février n'aboutira à rien de positif s'il n'est pas placé sous la pression de l'intervention des salariés et le rapport de forces.

Par ailleurs, de lourdes attaques sont portées contre le statut général des fonctionnaires, leurs statuts particuliers, leurs droits et leurs garanties collectives, avec des mobilités géographiques et professionnelles forcées, des mises en cause des politiques relatives à l'action sociale, l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail, à la protection sociale dans ses dimensions obligatoire et complémentaire.

Ensemble, nous revendiquons :

- Un statut renforcé et un véritable déroulement de carrière.
- Une revalorisation immédiate et significative de la valeur du point d'indice et le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat allant bien au-delà des miettes et chantages organisés autour du PPCR.
- La fin des suppressions de poste et des restructurations permanentes qui empêchent un service public de qualité et accentuent les risques psycho-sociaux.
- Le développement de l'emploi public statutaire par des créations nettes, dans les très nombreux secteurs qui en ont besoin.
- Une formation professionnelle forte autorisant une mobilité choisie.

Cher(e)s camarades,

A l'heure où défendre les intérêts des salariés devient donc un délit,

Dans un contexte État d'urgence utilisée pour bloquer l'expression des revendications, dont celles des salariés, des retraités et privés d'emploi,

Restons persuadés que les garanties collectives et l'action collective restent le seul moyen pour faire avancer nos droits

Ensemble, restons mobilisés !

Affirmant leur volonté que le 26 janvier constitue une étape importante inscrite dans un processus, nos organisations syndicales se retrouveront dès demain, 27 janvier, pour tirer un premier bilan de la journée et, ensemble, débattre des suites à donner.